



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

25 – 31 JANVIER 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

25 - 31 Janvier 2022

Focus: les femmes au coeur de la care economy au Canada

	Hommes	Femmes	Écart de revenu
	\$	\$	%
Groupe de professions de soins à autrui (code à deux chiffres de la CNP 1)			
Toutes les professions de soins à autrui	73 400	59 300	-19
Cadres intermédiaires spécialisé(e)s	102 300	85 000	-17
Personnel professionnel en soins infirmiers	82 500	78 200	-5
Personnel professionnel des soins de santé (sauf soins infirmiers)	130 000	91 700	-29
Personnel technique des soins de santé	67 400	53 900	-20
Personnel de soutien des services de santé	45 900	40 500	-12
Personnel professionnel en services d'enseignement	84 000	72 800	-13
Personnel professionnel en droit et des services gouvernementaux, sociaux et communautaires	71 900	65 400	-9
Personnel paraprofessionnel des services juridiques, sociaux, communautaires et de l'enseignement	49 800	39 600	-20
Dispensateurs et dispensatrices de soins et personnel de soutien en enseignement, en droit et en protection publique	39 900	28 400	-29
Personnel de supervision en services et personnel de services spécialisés	55 900	39 900	-29
Personnel de soutien en services et autre personnel de services	43 500	31 700	-27
Autres professions	75 400	54 900	-27

Une étude publiée par *Statistique Canada* le 25 janvier souligne la croissance des professions de soins à autrui dans l'emploi canadien : en 2016, près d'un emploi sur cinq se trouvait dans le secteur du soin, soit 3,2 millions de personnes. Parmi ces emplois, les femmes sont largement surreprésentées (75% des emplois), avec toutefois une distribution très différenciée selon les métiers. Enfin, l'institut statistique met en exergue la persistance d'écarts de revenus importants entre les femmes et les hommes, même après avoir pris en compte diverses caractéristiques comme l'âge, le niveau de scolarité et le métier (11%).



Politiques économiques

La Banque du Canada maintient son taux directeur dans l'immédiat, tout en laissant poindre un relèvement en mars, et publie ses prévisions de croissance pour 2022 et 2023

Le 26 janvier, la Banque centrale canadienne a annoncé le maintien de son taux directeur au niveau fixé au début de la pandémie (printemps 2020) : 0,25%, tout en confirmant qu'un ajustement de ce taux directeur était imminent. La Banque estime que l'inflation devrait rester proche de 5% au cours du 1^{er} semestre 2022, avant de progressivement redescendre au voisinage de 3% en fin d'année. La Banque a par ailleurs rendu publiques ses projections de croissance pour 2022 (4 %) et 2023 (3,5 %), plaçant le Canada proche des chiffres attendus pour la croissance mondiale.

Le Premier ministre Trudeau annonce une entente pour les services de garde d'enfants au Nunavut

Dans le cadre d'une rencontre entre le Premier ministre Trudeau et le Premier ministre du Nunavut P. J. Akeeagok, le chef du gouvernement fédéral a annoncé la conclusion d'une entente entre le gouvernement fédéral et le Nunavut, avec pour objectif de garantir un service de garde d'enfants à 10 CAD par jour d'ici 2024. Le PM Trudeau s'est engagé à réduire de 50% le coût moyen de la garde d'enfants d'ici la fin de l'année 2022, tandis qu'un investissement supplémentaire de 66 M CAD (46 M €) a également été annoncé.

La production automobile au plus bas depuis 1967

Selon un rapport publié par le cabinet DesRosiers Automotive Consultants, la production de véhicules légers s'est établie à 1,1 million en 2021, le niveau le plus faible observé depuis 1967. Le rapport relève une baisse significative de la production au cours des

dernières années, puisque celle-ci était encore de 2 millions en 2019. Fortement affectée par les pénuries de semi-conducteurs et les difficultés sur les chaînes d'approvisionnement, l'industrie automobile souffre toutefois, selon le rapport, d'un déclin structurel engagé avant la pandémie (voir la [note publiée par le SER sur ce sujet](#)) et matérialisé par sa baisse dans la production nord-américaine : 17% en 2009 contre 10% en 2019.

L'obligation vaccinale pour les chauffeurs routiers génère une forte opposition et pourrait menacer les chaînes d'approvisionnement selon la CTA

Mi-janvier, l'Agence de services aux frontières canadienne avait annoncé que l'obligation vaccinale allait être étendue aux chauffeurs routiers pour traverser la frontière entre les États-Unis et le Canada. Cette décision a été accueillie avec réticence par les professionnels du secteur; la *Canadian Trucking Alliance* (CTA) estime que près de 12 000 chauffeurs ne pourraient pas traverser la frontière, ce qui affecterait encore davantage les chaînes d'approvisionnement.

Le Directeur parlementaire du Budget alerte sur le coût croissant des puits de pétrole abandonnés

Dans un rapport publié le 25 janvier, le Directeur parlementaire du Budget (DPB) souligne l'explosion du nombre de puits « orphelins » au cours des 10 dernières années, dont les coûts doivent, en dernière instance, être assumés par la puissance publique. Le DPB rappelle qu'en théorie les coûts de nettoyage et de fermeture des puits doivent être pris en charge par l'entreprise exploitante. Toutefois celles-ci ont souvent disparu, ou ne sont plus en mesure d'assumer ces coûts, laissant ainsi les administrations fédérale et provinciales dans l'obligation d'assurer le nettoyage et la fermeture des puits. Selon les estimations du DPB, cela pourrait représenter un coût annuel d'environ 1 Md CAD (703 M €) d'ici 2025.

Entreprises

Le nombre d'ouvertures d'entreprises a diminué en octobre, selon Statistique Canada

Après plusieurs mois d'augmentation, le nombre d'entreprises ouvertes a chuté de 4,7% entre septembre et octobre 2021. Selon l'institut statistique canadien, cette baisse est imputable en premier lieu à la diminution du nombre de réouvertures d'entreprises (-6,3%), plutôt qu'à une baisse des entreprises nouvellement créées (-2,1%). StatCan relève par ailleurs que le taux de disparition des entreprises reste, depuis octobre 2020, légèrement supérieur à sa moyenne pré-pandémie (2% contre 1,7%).

Uber Canada et le syndicat *United Food & Commercial Workers* (UFCW) annoncent un accord

Les deux parties ont présenté cet accord le 27 janvier, expliquant que les travailleurs de la plateforme Uber pourraient désormais faire appel au syndicat UFCW dans les conflits les opposant à l'entreprise américaine sur les questions liées notamment à leur compte d'activité – la désactivation du compte étant le sujet le plus souvent mentionné. Les frais seront conjointement pris en charge par Uber et UFCW. Une autre organisation de représentation des coursiers et chauffeurs (*Gig Economy United*) regrette toutefois que cet accord ne change pas le statut des travailleurs d'Uber, toujours considérés comme des travailleurs indépendants.

Tracy Robinson nommée PDG de Canadian National Railway (CN)

La nomination a été annoncée le 25 janvier par le président du Conseil du groupe ferroviaire montréalais et devrait être effective d'ici la fin du mois de février. Le transporteur avait annoncé en octobre dernier que son PDG, Jean-Jacques Ruest, quitterait ses fonctions au début de l'année 2022. Auparavant, T. Robinson était vice-présidente exécutive au sein du groupe albertain TC Energy. Ce renouvellement à sa tête a également permis à CN de résoudre un conflit latent avec l'un des actionnaires minoritaires du groupe, TCI Fund Management, grâce à la nomination de deux administrateurs indépendants.

Une association autochtone (*Nesika Services*) se positionne pour acquérir des droits de propriété de l'oléoduc *Trans Mountain*

L'association Nesika Services, une organisation à but non-lucratif de représentation des intérêts des communautés autochtones, a annoncé son intention d'acquérir des droits de propriété de l'oléoduc *Trans Mountain* au nom des populations autochtones locales. L'association met en avant le désir des 129 communautés autochtones concernées par le trajet de l'oléoduc, de l'Alberta à la façade pacifique, de bénéficier directement des retombées économiques générées par le transport des hydrocarbures. Pour rappel, l'oléoduc avait été racheté en 2018 par le gouvernement fédéral pour un montant d'environ 4,5 Md CAD (3 Md €).

Les événements du mois de février

2 février : webinaire de la CCI française au Canada (CCIFC) – « Quelle stratégie d’implantation pour une entreprise française au Canada ? »

La chambre de commerce française située à Montréal organise un webinaire en partenariat avec l’entreprise Appalaches Nature sur les stratégies d’implantation des entreprises française au Canada. Le PDG d’Appalaches Nature, Matthieu Bernet, sera le principal intervenant. Les informations sont disponibles [ici](#).

8 février : webinaire de l’association *Canadian Association of Business Economics (CABE)* sur les perspectives du marché monétaire et le *trading* automatisé

Dans le cadre d’un webinaire organisé par l’association CABE, deux analystes de la Banque du Canada (Zahir Antia et Nicholas Broz) présentent les résultats d’une étude menée par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) sur les perspectives d’évolution des marchés financiers, notamment monétaires. Les informations sont disponibles [ici](#).

9 février : webinaire de la CCI française au Canada (CCIFC) – « Pénurie de talents et diversité en TI : quelle stratégie adopter ? »

La CCIFC organise un webinaire en partenariat avec le cabinet de recrutement MThree sur les perspectives de recrutement dans le secteur des nouvelles technologies. Les intervenants prévus sont Arthur le Bihan (MThree), Emma de Talhouët-Roy (MThree) et Frédéric Leblanc (Banque Nationale). Les informations sont disponibles [ici](#).

11 février : lancement du 8^{ème} « Etat de l’énergie au Québec » - HEC Montréal

La chaire de gestion de l’énergie de l’école de commerce HEC Montréal organise le lancement virtuel de la 8^{ème} édition de l’Etat de l’énergie au Québec, en présence de Jonatan Julien, ministre de l’Energie et des Ressources naturelles du Québec. Vous pouvez vous inscrire [ici](#).

16 février : panel organisé par la Chambre de commerce de l’Union européenne au Canada (EUCCAN) « *The EU : Canada’s partner for supply chain diversifications* »

Organisé en partenariat avec Affaires mondiales Canada, ce panel se propose de revenir sur les conséquences du partenariat stratégique signé entre l’UE et le Canada sur les matériaux critiques en 2021. Vous pouvez vous inscrire [ici](#).

22-24 février : « *Future Skills Summit* » organisé par le Conference Board of Canada

Le Conference Board of Canada organise une série de panels sur la question des compétences, de la formation, de l’adéquation aux besoins du marché du travail et des perspectives de carrière pour les nouveaux entrants dans les secteurs innovants. Les informations sont disponibles [ici](#).

23 février : « CXO Rendez-vous » organisé par la Chambre de commerce française en Ontario (FCCCO)

La Chambre de commerce française en Ontario reçoit, dans le cadre de ses rencontres mensuelles, Fabien Marino, Vice-président chargé des Affaires industrielles de Sanofi. Les informations sont disponibles [ici](#).

Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur	Variation
Indice des prix à la consommation	décembre 2021	144 (base 100 → 2002)	 4,8 % (sur 12 mois)
Indice des prix des produits industriels	novembre 2021	118,7 (base 100 → janvier 2020)	 0,8 % (var. mensuelle)
Rémunération hebdomadaire moyenne	novembre 2021	1 130,81 CAD (789,4 €)	 1,9 % (var. mensuelle)
Balance commerciale de biens	novembre 2021	3,1 Md CAD	 870 M CAD
Balance commerciale des services	novembre 2021	-194 M CAD	 -171 M CAD
Taux de chômage	décembre 2021	5,9 %	 -0,1 pt (var. mensuelle)
Ventes de gros	novembre 2021	75,6 Md CAD	 3,5 % (var. mensuelle)
Ventes de détail	novembre 2021	58,1 Md CAD	 0,7 % (var. mensuelle)

Source : Statistiques Canada

Quelques notes du mois de janvier

Le virage « vert » de la politique agricole canadienne

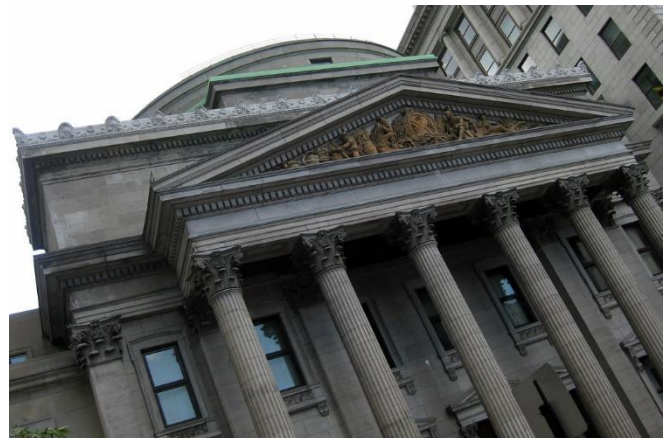


Confronté davantage que d'autres pays aux effets du changement climatique (aléas climatiques, stress hydrique, nouveaux risques sanitaires, etc.), le Canada met les considérations environnementales de plus en plus au cœur de sa stratégie agricole. Cette inflexion a été formalisée lors du sommet agricole annuel de Guelph en novembre dernier, sous la forme de « l'énoncé de Guelph » qui regroupe les nouvelles lignes directrices pour la nouvelle politique agricole canadienne à horizon 2028. Elle se concrétise dès à présent par le développement

d'un suivi plus fin des indicateurs agro-environnementaux ainsi que par l'attention plus marquée sur l'objectif d'une alimentation plus durable.

Le secteur bancaire, un des bénéficiaires inattendus de la crise sanitaire au Canada ?

Après une année 2020 en demi-teinte, les banques ont connu une année 2021 particulièrement profitable avec une forte hausse de leur résultat net. Cette bonne santé justifie, selon le gouvernement Trudeau une hausse du taux d'imposition (de 15 à 18%). Dans l'intervalle, les versements de dividendes et les programmes de rachat d'actions, temporairement suspendus depuis mars 2020, ont été à nouveau autorisés par le régulateur bancaire (BSIF) et largement mobilisés par les principales banques.



Retrouvez toutes les notes des Services économiques français au Canada sur notre [site internet](#) et sur notre page [Linkedin](#) !